

Cote du document: EB 2013/LOT/P.17/Rev.1  
Date: 8 décembre 2013  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## **Rapport du Président**

### **Proposition de prêt et don à la République de Moldova pour le**

### **Programme sans exclusive de croissance économique rurale et d'adaptation au changement climatique**

#### **Note pour les représentants au Conseil d'administration**

##### Responsables:

##### Questions techniques:

**Abdelkarim Sma**  
Chargé de programme de pays  
téléphone: +39 06 5459 2500  
courriel: a.sma@ifad.org

##### Transmission des documents:

**Deirdre McGrenra**  
Chef du Bureau des organes  
directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb\_office@ifad.org

---

Pour: **Approbation**

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>ii</b>
<b>Carte de la zone du programme</b>	<b>iii</b>
<b>Résumé du financement</b>	<b>iv</b>
<b>Recommandation d'approbation</b>	<b>1</b>
<b>I. Contexte stratégique et justification</b>	<b>1</b>
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
<b>II. Description du programme</b>	<b>3</b>
A. Zone d'intervention et groupe cible	3
B. Objectif de développement du programme	3
C. Composantes/résultats	3
<b>III. Exécution du programme</b>	<b>4</b>
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	4
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	4
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
E. Supervision	5
<b>IV. Coût, financement et avantages du programme</b>	<b>5</b>
A. Coût du programme	5
B. Financement du programme	7
C. Résumé des avantages et analyse économique	7
D. Durabilité	8
E. Identification et atténuation des risques	8
<b>V. Considérations d'ordre institutionnel</b>	<b>8</b>
A. Respect des politiques du FIDA	8
B. Alignement et harmonisation	8
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	8
D. Participation à l'élaboration des politiques	9
<b>VI. Instruments et pouvoirs juridiques</b>	<b>9</b>
<b>VII. Recommandation</b>	<b>9</b>
<b>Annexe</b>	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	10
<b>Appendice</b>	
Logical framework (Cadre logique)	

## **Sigles et acronymes**

CEI	Communauté des États indépendants
CPP	Comité de pilotage du programme
UCEP	Unité consolidée d'exécution du programme

# Carte de la zone du programme



## République de Moldova

### Programme sans exclusive de croissance économique rurale et d'adaptation au changement climatique

#### Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur/bénéficiaires:</b>	République de Moldova
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère de l'agriculture et de l'industrie alimentaire
<b>Coût total du programme:</b>	46,3 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	10,5 millions de DTS (équivalant approximativement à 16,1 millions d'USD)
<b>Montant du don du FIDA:</b>	325 000 DTS (équivalant approximativement à 0,5 million d'USD)
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de points (0,75%) l'an
<b>Cofinanceurs:</b>	Agence danoise pour le développement international (DANIDA) (prévu) Fonds pour l'environnement mondial (FEM) Institutions financières participantes (IFP)
<b>Montant du cofinancement:</b>	DANIDA: 5 millions d'USD (prévus) FEM: 4,26 millions d'USD IFP: 1,9 million d'USD
<b>Conditions du cofinancement:</b>	Don
<b>Contribution de l'emprunteur/du bénéficiaire:</b>	11 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	7,5 millions d'USD
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	FIDA
<b>Institution coopérante:</b>	Supervision directe par le FIDA

## **Recommandation d'approbation**

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République de Moldova pour le Programme sans exclusive de croissance économique rurale et d'adaptation au changement climatique, telle qu'elle figure au paragraphe 35.

## **Proposition de prêt et don à la République de Moldova pour le Programme sans exclusive de croissance économique rurale et d'adaptation au changement climatique**

### **I. Contexte stratégique et justification**

#### **A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural**

1. La République de Moldova est un pays enclavé d'une superficie de 33 700 kilomètres carrés, qui compte une population recensée de 3,56 millions de personnes (2012). Sa densité de population (106 habitants au kilomètre carré) est la plus élevée de la Communauté des États indépendants (CEI), dont la République de Moldova est membre. Soixante-et-un pour cent de la population vit dans des zones rurales. Sur le plan géopolitique, le pays possède des frontières avec l'Union européenne et l'Ukraine, et entretient de fortes relations commerciales, migratoires et politiques aussi bien avec la CEI qu'avec l'Union européenne. Cette situation offre d'importantes possibilités de diversification des marchés et des produits, mais pose aussi de sérieux défis en termes de gestion constructive des relations internationales et de respect des différents ensembles de normes et procédures. La République de Moldova négocie actuellement un accord de libre-échange avec l'Union européenne. Celui-ci fera partie intégrante d'un futur accord d'association, qui devrait être signé entre l'Union européenne et la République de Moldova avant la fin de l'année 2013.
2. Au cours de la dernière décennie, la République de Moldova a accompli des progrès importants lui permettant de maintenir une forte croissance économique et, en partie pour cette raison, de réduire également la pauvreté. Ces progrès ont été attribués à une bonne gestion macroéconomique, à savoir une inflation stable et généralement faible, une gestion prudente de la dette et un régime commercial ouvert. Toutefois, ils ont également été conditionnés par une dépendance excessive à l'égard des envois de fonds, qui s'est traduite par un accroissement de la consommation de produits importés. Cette croissance, qui a été portée au cours des dix dernières années par la consommation, ne s'est pas accompagnée d'une croissance de l'emploi. En effet, l'emploi total dans la République de Moldova a diminué de 27% entre 2000 et 2010. Le secteur de l'agriculture est celui qui a libéré le plus de main-d'œuvre, en raison des migrations internes et externes. Ce modèle de croissance fondé sur la consommation s'est traduit par une autre caractéristique macroéconomique négative: un déficit commercial alarmant. En effet, la valeur des importations représente plus du triple de celle des exportations. Ce déficit a atteint plus de 50% du PIB en 2008, avant de retomber à environ 40% en 2011. Les conséquences de la crise mondiale qui a débuté en 2008 ont révélé la fragilité de ce modèle de croissance. La demande intérieure a chuté de 10% et l'économie réelle s'est contractée de 6% en 2009, à mesure que les envois de fonds diminuaient. Le rapide redressement du pays après les crises, en 2010 et 2011, a de nouveau été en grande partie fondé sur le rétablissement des envois de fonds, mais aussi sur la hausse des prix des produits agricoles.

3. Aujourd'hui, la République de Moldova est confrontée à un environnement de plus en plus volatil et qui continue de se dégrader. L'économie est fortement exposée à l'aggravation de la crise de la zone euro, en raison de sa dépendance à l'égard des envois de fonds, des exportations et des entrées de capitaux, alors que le ralentissement économique dans les pays de la CEI en général, et dans la Fédération de Russie en particulier, exercent également une pression à la baisse sur l'économie moldave. Au plan climatique, la forte sécheresse de l'été 2012 a contribué à une forte contraction du PIB agricole, qui a entraîné une croissance négative du PIB global du pays, - 0,8% en 2012, la première contraction depuis 2009. Cette situation a gravement compromis les objectifs essentiels de réduction de la pauvreté fixés par le Gouvernement moldave et ses partenaires internationaux de développement, le FIDA y compris. La fréquence et la gravité des événements climatiques sont tout aussi importants. La plupart des observateurs avertis constatent que ces phénomènes se produisent actuellement environ tous les trois ans, contre tous les neuf ans précédemment. Ainsi, de graves sécheresses ont eu lieu en 2004, en 2007, en 2009 et en 2012, alors que des inondations ont eu lieu en 2008 et en 2010.
4. L'agriculture est encore aujourd'hui l'un des plus importants secteurs de l'économie moldave et la principale source d'emploi et de revenu pour la population rurale. En 2012, l'agriculture représentait 11% du PIB national et employait 26% de la population active (en recul par rapport à 2010 où les taux étaient respectivement de 12% et 28%). L'importance de l'agriculture est également confirmée par la part dominante des exportations agroalimentaires, qui représentent entre 45 et 50% du total des exportations. L'industrie agroalimentaire axée sur les exportations est à l'origine de l'essentiel des exportations de produits agroalimentaires et représente environ 8% du PIB. Alors que le taux de pauvreté dans les zones urbaines est relativement faible, à savoir 10,4%, celui des zones rurales est beaucoup plus élevé, à savoir 30,3%. Les taux de pauvreté les plus élevés concernent les agriculteurs et les travailleurs agricoles, respectivement 36% et 45%. Ces deux catégories représentent à elles seules 40% de la population pauvre moldave. En partie du fait de l'absence d'opportunités d'emploi en République de Moldova, plus de 10% de la population travaille à l'étranger, dont les deux tiers proviennent de zones rurales, principalement des jeunes et des travailleurs possédant l'esprit d'entreprise. L'impact de l'exode rural se reflète dans les données démographiques concernant la structure de l'emploi, caractérisées par une absence significative de jeunes.

## **B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats**

5. La justification du programme repose sur: i) l'objectif stratégique général du gouvernement de réduire la dépendance à l'égard du modèle basé sur les envois de fonds et axé sur la consommation, qui a été l'un des principaux moteurs de la croissance au cours de la dernière décennie, en se concentrant plutôt sur la mobilisation des ressources nationales et étrangères en vue d'investir dans la productivité et l'amélioration de la compétitivité; ii) la nécessité d'améliorer la résilience aux effets du changement climatique des filières agricoles et du secteur agroalimentaire, qui ont subi des pertes de récoltes désastreuses en raison de la sécheresse de l'été 2012; et iii) les principaux facteurs qui entravent une croissance rurale sans exclusive, en particulier l'accès limité aux services financiers dans les zones rurales. Ces justifications sont conformes aux objectifs du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axé sur les résultats du FIDA, qui soutient le développement de liens commerciaux pour les producteurs agricoles en milieu rural par le biais de l'accès aux services financiers ruraux, de l'intermédiation de marché et des compétences d'appui technique au profit des institutions financières et des entreprises participantes.

## II. Description du programme

### A. Zone d'intervention et groupe cible

6. La zone du programme comprend les régions les plus défavorisées de la République de Moldova. Compte tenu de la taille du pays et des différences régionales relativement peu importantes en termes de taux de pauvreté rurale, le programme couvrira toutes les zones rurales du pays, à l'exception des opérations visant à renforcer la résilience au changement climatique, qui se concentreront sur les zones les plus vulnérables, principalement dans les régions du centre et du sud du pays.
7. Conformément à la Politique du FIDA en matière de ciblage, le programme ciblera les hommes et les femmes pauvres, en mesure de tirer parti d'un meilleur accès aux biens et aux opportunités en matière de production agricole et autres activités génératrices de revenus en milieu rural. En particulier, les principaux groupes cibles comprendront: i) les personnes pauvres exerçant une activité commerciale; ii) les personnes pauvres économiquement actives; et iii) les personnes très pauvres.

### B. Objectif de développement du programme

8. L'objectif de ce programme est de permettre aux populations rurales pauvres d'accroître leurs revenus et de renforcer leur résilience. Son objectif de développement est d'augmenter les investissements dans l'économie rurale et de renforcer la capacité d'adaptation au climat des franges les plus pauvres de la société, en s'appuyant sur les enseignements tirés des précédentes interventions, tout en introduisant des innovations.

### C. Composantes/résultats

9. **Composante 1: Résilience au changement climatique et développement de filières sans exclusive.** L'objectif général de cette composante est de renforcer la capacité d'adaptation des agriculteurs et des entreprises agricoles, par le biais de l'introduction de pratiques et de technologies agricoles résilientes au climat, et du renforcement de filières sans exclusive. Cet objectif sera soutenu par deux sous-composantes axées sur l'économie rurale: la résilience climatique grâce à l'agriculture de conservation; et le développement de filières sans exclusive. Cette composante aura pour effet de renforcer la résilience, le principe d'intégration et la capacité d'adaptation au changement climatique des filières agroalimentaires.
10. **Composante 2: Finance rurale sans exclusive et renforcement des capacités.** L'objectif de cette composante est d'améliorer l'accès des microentreprises rurales, des petites et moyennes entreprises et des jeunes entrepreneurs, aux services financiers. La composante inclura deux sous-composantes: le financement des investissements agricoles et ruraux; et le développement des capacités et des services dans le secteur de l'épargne et du crédit. Cette composante aura pour effet d'améliorer l'accès des microentreprises rurales, des petites et moyennes entreprises et des jeunes entrepreneurs, aux services financiers.
11. **Composante 3: Infrastructures pour la résilience et la croissance rurales.** L'objectif de cette composante est de renforcer la croissance économique rurale à travers le développement des infrastructures, en utilisant une double approche. Tout d'abord, le renforcement de la capacité d'adaptation du secteur rural aux chocs climatiques et économiques de plus en plus fréquents permettra aux producteurs ruraux de fournir des produits de manière plus fiable, dans le respect de la quantité et de la qualité convenues. Ensuite, les producteurs ruraux seront en mesure d'augmenter la production, de raccourcir les temps de transport de la ferme au marché, de diminuer les coûts de transaction, de diversifier la production et de s'engager dans des filières à valeur ajoutée plus élevée qui exigent une prévisibilité de l'offre. Cela permettra en retour d'augmenter la croissance économique, les revenus et l'emploi. L'accent sera mis sur l'amélioration de l'approvisionnement en eau à des fins productives (par exemple l'irrigation), des routes rurales et des



marchés ruraux. Cette composante aura pour effet la mise en place d'infrastructures adaptées au changement climatique et favorisant l'économie rurale.

12. **Composante 4: Gestion du programme.** La responsabilité de la gestion du programme reposera principalement sur l'Unité consolidée d'exécution du programme (UCEP), déjà à l'œuvre auprès du Ministère de l'agriculture et de l'industrie alimentaire. L'UCEP a déjà fait la preuve de sa capacité à gérer les programmes de manière compétente et consciencieuse.

### III. Exécution du programme

#### A. Approche

13. L'un des principaux objectifs de l'approche d'exécution est de promouvoir le développement institutionnel parmi les principaux partenaires. Le programme contribuera à ce résultat principalement à travers: i) l'élaboration et l'établissement de systèmes institutionnalisés pour la promotion de pratiques agricoles et de filières résilientes au climat; ii) le renforcement des capacités des institutions financières participantes, y compris les organismes d'épargne et de crédit et les institutions de réglementation; et iii) le soutien et l'élargissement des partenariats public-privé dans les secteurs des finances et des infrastructures.

#### B. Cadre organisationnel

14. Le Ministère de l'agriculture et de l'industrie alimentaire sera l'agent principal du programme. Un comité de pilotage du programme (CPP) assurera la supervision ainsi que les politiques générales et autres orientations du programme. L'UCEP sera responsable au quotidien de la planification, de la gestion et de la coordination du programme, du suivi-évaluation des résultats, et des comptes rendus administratifs et financiers du programme. Elle jouira par ailleurs d'une autonomie administrative et financière pour recruter des tiers si l'exécution du programme le nécessite.
15. L'UCEP est une entité isolée et ne constitue pas une unité du Ministère de l'agriculture et de l'industrie alimentaire. Elle fonctionne conformément aux règles du FIDA pour ce qui concerne le recrutement, la passation des marchés et la gestion financière. L'UCEP a été établie par un décret gouvernemental et elle rend compte au CPP, qui est composé de représentants de plusieurs ministères et présidé par le Ministère de l'agriculture et de l'industrie alimentaire. Le Gouvernement moldave a récemment mis en place une Agence pour les interventions et les paiements dans l'agriculture, dont les services pourraient être utilisés pour gérer l'exécution de certaines composantes du programme, une fois que sa capacité de gestion financière et sa qualité fiduciaire auront été évaluées. La Direction générale des crédits cogèrera la composante de promotion du financement rural au profit de tous, qu'elle cofinance.

#### C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

16. Le système de suivi-évaluation établi dans le cadre des opérations en cours financées par le FIDA permettra au programme de recueillir et d'analyser les données et d'évaluer son impact. Le programme présentera les informations produites dans des formats appropriés afin de les diffuser auprès des différentes parties prenantes en utilisant la plateforme centrale de gestion des connaissances et de communication, mise en place au titre des opérations en cours. Les systèmes d'apprentissage du programme s'appuieront sur des réunions annuelles qui permettront de dégager des enseignements et des informations sur les progrès accomplis, et de trouver des solutions aux problèmes liés à l'exécution du programme. Une fois par an, des ateliers d'examen et de planification permettront aux parties prenantes de se pencher sur les rapports annuels relatifs aux résultats du programme. Les conclusions de chaque atelier seront intégrées dans le plan de

travail et budget de l'année suivante, bouclant ainsi le cercle de la planification et de la mise en œuvre participative axée sur la demande.

#### **D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance**

17. Les arrangements liés à la gestion financière du programme tiendront compte de l'expérience acquise en la matière par l'UCEP dans le cadre du programme de pays en cours. La manière dont elle a assuré la comptabilité, la vérification des comptes, la passation des marchés et les décaissements du programme est jugée satisfaisante et totalement respectueuse des règles et de la réglementation du FIDA en matière de gestion financière.
18. Les évaluations les plus récentes relatives à la gestion financière d'un projet en cours, effectuées pour l'UCEP, ont constaté que la performance de la gestion financière générale du projet était satisfaisante. Le risque fiduciaire inhérent en République de Moldova est jugé moyen, et le risque de contrôle, spécifique au programme, a également été évalué comme moyen, compte tenu des systèmes comptables et du personnel en place. Certains risques pourraient cependant naître de la difficulté à assurer la comptabilité des fonds qui transitent par plusieurs intermédiaires financiers, et de l'absence d'audit interne.
19. Le Ministère des finances ouvrira et gèrera, dans une banque agréée par le FIDA, deux comptes distincts pour le prêt du FIDA et pour les dons du FIDA, de l'Agence danoise de développement international (prévus) et du Fonds pour l'environnement mondial. Le directeur de l'UCEP sera autorisé à utiliser ces comptes sous la supervision globale du CPP.
20. En outre, il est prévu que l'UCEP ouvre et utilise divers autres comptes spécifiques de programme dans une ou plusieurs banques agréées par le FIDA. Ceux-ci devraient inclure: i) des comptes de programme pour chaque compte désigné; ii) un compte destiné à recevoir les contributions du gouvernement; iii) un compte destiné à recevoir les contributions des bénéficiaires; et iv) un compte en euros.
21. Les mesures visant à atténuer les risques fiduciaires seront les suivantes: préparation de rapports financiers consolidés, pour toutes les sources de cofinancement, à des intervalles réguliers tout au long de l'année; définition claire des procédures de gestion administrative et comptable des fonds décaissés en tant que sous-prêts et des dons aux intermédiaires financiers; et création d'un fonds de garantie de crédit. Les dispositions relatives aux audits du programme seront conformes aux directives du FIDA en la matière. Le gouvernement nommera des commissaires au compte indépendants agréés par le FIDA, dont le mandat devra être autorisé par le FIDA. Le mandat inclura, notamment, l'exigence de veiller à ce que les fonds qui ont transité par différents intermédiaires financiers soient utilisés aux fins prévues. Le programme élaborera également un manuel d'exécution du programme pour aider à renforcer les contrôles internes.

#### **E. Supervision**

22. Le programme sera supervisé directement par le FIDA. Dès le démarrage du programme, un plan de supervision couvrant les deux premières années jusqu'à l'examen à mi-parcours sera élaboré en consultation avec les partenaires d'exécution.

### **IV. Coût, financement et avantages du programme**

#### **A. Coût du programme**

23. L'investissement total et les coûts de fonctionnement additionnels du programme, y compris les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers, sont estimés à 46,3 millions d'USD. La composante en devises est estimée à 2,6 millions d'USD, soit environ 6% du coût total du programme. Les exonérations de droits et taxes représentent environ 3,4 millions d'USD.

Tableau 1  
**Coûts du programme par composante**  
 (en milliers de dollars des États-Unis)

	USD	% du total des coûts de base
1. Résilience au changement climatique et développement de filières sans exclusive	5 652,7	12
2. Finance rurale sans exclusive et renforcement des capacités	31 557,5	68
3. Infrastructures pour la résilience et la croissance rurales	6 349,2	14
4. Gestion du programme	2 158,7	5
Total des coûts de base	45 718,1	99
Provisions pour aléas	583,3	1
<b>Total</b>	<b>46 301,4</b>	<b>100</b>

Tableau 2  
**Plan de financement par catégorie de dépenses**  
 (en milliers de dollars des États-Unis)

	FIDA		Don du FIDA		Don FEM		Don DANIDA		DGC	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>I. Dépenses d'investissement</b>										
A. Équipement et biens	197,6	5,6	-	-	2 633,3	74,4	-	-	-	-
B. Démonstrations	-	-	-	-	74,7	80,0	-	-	-	-
C. Véhicules	-	-	-	-	24,2	80,0	-	-	-	-
D. Assistance technique										
Assistance technique internationale	223,9	37,7	80,6	13,6	179,5	30,3	-	-	-	-
Assistance technique nationale	787,8	27,3	284,9	9,9	928,2	32,1	116,7	4,0	-	-
<b>Sous-total assistance technique</b>	1 011,7	29,0	365,5	10,5	1 107,7	31,8	116,7	3,3	-	-
E. Formation	473,5	27,1	134,6	7,7	326,4	18,7	465,4	26,6	-	-
F. Finance rurale – prêts	9 305,2	31,3	-	-	-	-	4 417,9	14,9	7 520,0	25,3
G. Infrastructure – dons	3 880,4	67,4	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total dépenses d'investissement</b>	14 868,5	33,5	500,0	1,1	4 166,3	9,4	5 000,0	11,3	7 520,0	17,0
<b>II. Dépenses de fonctionnement</b>										
A. Salaires	851,5	57,7	-	-	93,7	6,3	-	-	-	-
B. Fonctionnement et maintenance	380,0	80,0	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total dépenses de fonctionnement</b>	1 231,5	63,1	-	-	93,7	4,8	-	-	-	-
<b>COÛT total du PROGRAMME</b>	16 100,0	34,8	500,0	1,1	4 260,0	9,2	5 000,0	10,8	7 520,0	16,2

	Petit don supplémentaire*		Gouvernement moldave		IFP		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>I. Dépenses d'investissement</b>										
A. Équipement et biens	-	-	707,7	20,0	-	-	-	-	3 538,6	7,6
B. Démonstrations	-	-	18,7	20,0	-	-	-	-	93,4	0,2
C. Véhicules	-	-	6,0	20,0	-	-	-	-	30,2	0,1
D. Assistance technique										
Assistance technique internationale	50,0	8,4	59,3	10,0	-	-	-	-	593,4	1,3
Assistance technique nationale	-	-	577,9	20,0	-	-	194,3	6,7	2 889,7	6,2
<b>Sous-total assistance technique</b>	50,0	1,4	637,3	18,3	-	-	194,3	5,6	3 483,1	7,5
E. Formation	-	-	350,0	20,0	-	-	-	-	1 749,9	3,8
F. Finance rurale – prêts	-	-	0,0	-	1 902,2	6,4	6 549,0	22,1	29 694,3	64,1
G. Infrastructure – dons	-	-	1 152,0	20,0	-	-	727,6	12,6	5 760,0	12,4
<b>Total dépenses d'investissement</b>	50,0	0,1	2 871,7	6,5	1 902,2	4,3	7 470,8	16,8	44 349,5	95,8
<b>II. Dépenses de fonctionnement</b>										
A. Salaires	-	-	531,7	36,0	-	-	-	-	1 476,9	3,2
B. Fonctionnement et maintenance	-	-	95,0	20,0	-	-	-	-	475,0	1,0
<b>Total coûts récurrents</b>	-	-	626,7	32,1	-	-	-	-	1 951,9	4,2
<b>COÛT total du PROGRAMME</b>	50,0	0,1	3 498,4	7,6	1 902,2	4,1	7 470,8	16,1	46 301,4	100,0

\* Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds (MFEF) géré par la Division des politiques et du conseil technique.

## B. Financement du programme

24. Le FIDA fournira un prêt d'un montant de 16,1 millions d'USD et un don d'un montant de 0,5 million d'USD (soit respectivement 34,8% et 1,1% du coût total du programme). Le gouvernement contribuera sous la forme d'exonération de droits et taxes et dans le cadre d'une contribution de la Direction générale des crédits (DGC), relevant du Ministère des finances, de l'ordre de 11 millions d'USD (soit 31,6%), alors que les institutions financières participantes fourniront environ 1,9 million d'USD (soit 2%). Environ 7,5 millions d'USD (16%) seront fournis par les bénéficiaires et les emprunteurs finals comme contributions au financement et aux infrastructures.

## C. Résumé des avantages et analyse économique

25. Les principaux avantages du programme profiteront aux ménages ruraux pauvres dans les zones les plus défavorisées de la République de Moldova. On estime à 24 000 le nombre des ménages qui bénéficieront directement des interventions du programme. Les avantages découleront de: i) l'augmentation de la productivité et de la production agricole et animale et de l'introduction de pratiques et de techniques agricoles de conservation et d'adaptation au changement climatique; ii) l'augmentation de la valeur ajoutée des produits agricoles; iii) la réduction du gaspillage agricole et des coûts de production grâce à l'amélioration de la mécanisation et à une plus grande disponibilité de matériel moderne du fait de l'octroi de prêts et de la réduction des contraintes de garantie; iv) l'accroissement du nombre de marchés disponibles pour la commercialisation de la production accrue des agriculteurs; v) le renforcement de l'accès des populations rurales, des microentreprises rurales, et des petites et moyennes entreprises à de meilleures infrastructures rurales (routes, irrigation, etc.); et vi) l'augmentation des recettes fiscales résultant de l'accroissement du volume de la production imposable. L'analyse économique indique un taux de rentabilité économique interne de 20%.

## **D. Durabilité**

26. Le renforcement institutionnel, à la fois privé et public, est l'un des principes fondamentaux du programme. Dans le cadre de la première composante, la durabilité à long terme sera assurée par un vaste programme de renforcement des capacités en matière d'agriculture de conservation ciblant tous les acteurs. Dans le cadre de la deuxième composante, la durabilité sera favorisée par le renforcement des capacités, le mécanisme de fonds renouvelables et le fonds de garantie de crédit. La durabilité constitue un élément essentiel de la troisième composante, de la planification et de l'exécution à l'établissement des modalités de fonctionnement et de gestion.

## **E. Identification et atténuation des risques**

27. La plupart des risques ont été pris en considération dans la conception du programme. Trois grands risques pourraient toutefois compromettre l'exécution du programme: i) le risque de faible diffusion des processus de réforme et des innovations auprès des associations d'épargne et de crédit, qui sera atténué grâce à une approche flexible qui permettra des ajustements au fil du temps en cas de modification des paramètres sous-jacents; ii) le risque de mainmise des élites en ce qui concerne la sélection et la localisation des investissements, qui sera atténué grâce à des critères de sélection détaillés quant à l'admissibilité au financement, associés à des modalités concernant la passation des marchés, les exigences de non-objection et la supervision; et iii) le risque lié à l'insuffisance des capacités pour évaluer de manière satisfaisante l'impact du programme, et identifier et mettre en œuvre des mesures d'adaptation à différents points de la filière, qui sera atténué par l'attention portée au développement des capacités et à la formation.

## **V. Considérations d'ordre institutionnel**

### **A. Respect des politiques du FIDA**

28. La conception du programme est totalement cohérente avec les politiques et stratégies du FIDA, en particulier son Cadre stratégique 2011-2015, sa Politique de gestion des ressources naturelles et de l'environnement, sa Stratégie pour le secteur privé, sa Stratégie concernant le changement climatique, sa Politique concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, sa Politique en matière de ciblage et sa Politique en matière de finance rurale. Conformément aux directives du FIDA pour l'évaluation environnementale, le programme a été classé en catégorie B dans la mesure où il ne devrait avoir que très peu d'incidences négatives sur l'environnement.

### **B. Alignement et harmonisation**

29. Le programme est tout à fait en phase avec les stratégies agricoles de la République de Moldova pour la réduction de la pauvreté, qui font de l'appui au développement des filières et des entreprises rurales les principaux moyens de réduction de la pauvreté. Les investissements réalisés dans le cadre du programme porteront une attention importante à la gestion des risques environnementaux, de façon à améliorer la résilience des agriculteurs tout en protégeant l'environnement.

### **C. Innovations et reproduction à plus grande échelle**

30. Les principales innovations du programme concernent l'accent mis sur l'adaptation au changement climatique. Le programme reproduira à plus grande échelle les interventions probantes du programme de pays à travers des dispositifs financiers, de partenariat et institutionnels. En particulier, il visera à établir des partenariats durables avec des partenaires de développement nationaux et internationaux, en vue d'augmenter le financement tout en permettant une reproduction durable à plus grande échelle. À l'échelle nationale, le programme renforcera les partenariats industriels entre les bénéficiaires et leurs représentants. Le programme accélèrera également les efforts visant à s'aligner sur les institutions permanentes en mesure

de poursuivre les interventions et à collaborer avec elles, tout en assurant l'ancrage institutionnel et la durabilité, c'est-à-dire que l'Agence pour les interventions et les paiements dans l'agriculture sera amenée à traiter de plus en plus les transferts de fonds et la gestion financière connexe, sous réserve de la faisabilité technique et fiduciaire. De même, le financement à long terme fourni par le FIDA sera renouvelable par le biais de la Direction générale des crédits sous l'égide du gouvernement, qui s'est engagée à recycler les fonds récupérés en utilisant les mêmes critères d'admissibilité. À l'échelle internationale, le programme établira des partenariats externes avec des partenaires de développement qui possèdent des vues similaires et qui partagent l'objectif du programme d'améliorer la résilience en milieu rural, notamment en renforçant les capacités des jeunes entrepreneurs.

#### **D. Participation à l'élaboration des politiques**

31. Se concentrer sur toutes les possibilités de croissance bénéfique aux pauvres, tel est l'objectif du travail de concertation que mène le FIDA en République de Moldova. Dans ce cadre, le projet et les discussions en cours avec le gouvernement s'attacheront principalement à résoudre les problèmes liés à la productivité agricole pour les denrées dont la production peut être rentable et pour lesquelles il existe une forte demande. En particulier, le programme fournira des contributions factuelles à la concertation concernant les contraintes auxquelles sont confrontés les agents économiques qui opèrent dans les zones rurales du pays. Les parties prenantes du programme discuteront régulièrement des aspects financiers et réglementaires qui affectent les bénéficiaires et leurs prestataires de services, participeront aux forums de concertation pertinents entre le gouvernement et les bailleurs de fonds et collaboreront avec la Commission nationale des marchés financiers aux discussions concernant la mise en œuvre des politiques.

### **VI. Instruments et pouvoirs juridiques**

32. Un accord de financement entre la République de Moldova et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
33. La République de Moldova est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
34. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

### **VII. Recommandation**

35. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République de Moldova un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à dix millions cinq cent mille droits de tirage spéciaux (10 500 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République de Moldova un don d'un montant équivalant à trois cent vingt-cinq mille droits de tirage spéciaux (325 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

## **Negotiated financing agreement:**

### **"Inclusive Rural Economic and Climate Resilience Programme (IRECR)"**

(Negotiations concluded on 24 October 2013)

IFAD Loan Number: \_\_\_\_\_

IFAD Grant Number: \_\_\_\_\_

GEF Grant Number: \_\_\_\_\_

Programme Title: Inclusive Rural Economic and Climate Resilience Programme (the "Programme")

The Republic of Moldova (the "Borrower/Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

#### **WHEREAS**

A. the Borrower/Recipient has requested financing in the form of loan and grant from the Fund to assist in financing the Programme described in Schedule 1 to this Agreement;

B. the Chief Executive Officer and Chairperson of the Global Environment Facility (the "GEF") has endorsed on 23 September 2013 the Fund's request for a grant (the "GEF Grant") to be made available to the Fund, acting in its capacity as the GEF Executing Agency, to finance the climate change resilience-related activities under the Programme; and

C. the Government of the Kingdom of Denmark (Denmark) has expressed its intention to make available to the Fund a financial contribution to assist in financing the Programme on terms and conditions to be set forth in a co-financing agreement between Denmark and the Fund,

**NOW THEREFORE**, the Parties hereby agree as follows:

#### **Section A**

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Programme Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2) and the Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For

the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a loan (the "IFAD Loan"), a grant (the "IFAD Grant") and the GEF Grant to the Borrower/Recipient (the "Financing"), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Programme in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

## **Section B**

1.
  - A. The amount of the IFAD Loan is ten million five hundred thousand Special Drawing Rights (SDR 10 500 000).
  - B. The amount of the IFAD Grant is three hundred and twenty five thousand Special Drawing Rights (SDR 325 000).
  - C. The amount of the GEF Grant is four million two hundred and sixty thousand US dollars (USD 4 260 000).
2. The IFAD Loan is granted on highly concessional terms.
3. The IFAD Loan Service Payment Currency shall be USD.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.
5. Payments of principal and service charge shall be payable on each 1 April and 1 October. The payments of principal shall be made in sixty (60) equal semi-annual instalments of one hundred and seventy five thousand Special Drawing Rights (SDR 175 000).
6. Designated Accounts.
  - (a) There shall be an IFAD Loan Designated Account, an IFAD Grant Designated Account and a GEF Grant Designated Account for the purposes of receiving the IFAD Loan, the IFAD Grant and the GEF Grant respectively and financing the Programme.
  - (b) All Designated Accounts shall be opened through the State Treasury of the Borrower/Recipient in a bank acceptable to the Fund, and denominated in USD.
7. Programme Accounts.

There shall be three (3) Programme Accounts for the benefit of the Programme, opened through the State Treasury of the Borrower/Recipient in a bank acceptable to the Fund, to receive resources from the Designated Accounts respectively.
8. The GEF Grant shall be provided subject to its availability to the Fund.
9. The Borrower/Recipient shall provide counterpart funds for the Programme to cover taxes levied on the implementation of the Programme in accordance with the Annual Work Plans and Budgets (the "AWPBs") referred to in paragraph 10 of Schedule 1 hereto.



**Section C**

1. The Lead Programme Agency shall be the Ministry of Agriculture and Food Industry (the "MAFI").
2. The Programme Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

**Section D**

The Financing will be administered and the Programme supervised by the Fund.

**Section E**

1. The following are designated as additional grounds for suspension of the right of the Borrower/Recipient to request withdrawals under this Agreement:
  - (a) The Programme Implementation Manual (the "PIM") referred to in paragraph 11 of Schedule 1 hereto, or any provision thereof, has been abrogated, waived, suspended or amended without the prior consent of the Fund and the Fund has determined that any such waiver, suspension, termination, amendment or modification has, or is likely to have, a material adverse effect on the Programme. In the event of any conflict between the provisions of the PIM and those of this Agreement, the provisions of this Agreement shall prevail.
  - (b) Any competent authority has taken action without the prior consent of the Fund for institutional changes to the IFAD Programme Steering Committee (the "IPSC") and/or the Consolidated Programme Implementation Unit (the "CPIU") referred to in paragraphs 6 and 7 of Schedule 1 hereto respectively, including but not limited to modification of the membership composition, dissolution and merger, and the Fund has determined that any such event is likely to have a material adverse effect on the Programme.
2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:
  - (a) the IFAD no-objection to the final version of the PIM shall have been obtained; and
  - (b) the Designated Accounts and Programme Accounts shall have been opened in accordance with this Agreement.
3. The following is designated as the additional specific condition precedent to withdrawal under Category V referred to in Schedule 2 hereto:

At least one participating financial institution (the "PFI"), selected and accredited under criteria acceptable to the Fund, has entered into a Subsidiary Loan Agreement satisfactory to the Fund with the Ministry of Finance of the Borrower/Recipient, for the implementation of Programme Component 2 referred to in Schedule 1 hereto.
4. This Agreement is subject to ratification by the Borrower/Recipient.

5. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Minister for Finance of  
the Republic of Moldova  
Ministry of Finance  
Cosmonautilor, 7 str.  
2005 Chişinău  
Republic of Moldova

For the Fund:

President  
International Fund for Agricultural  
Development  
Via Paolo di Dono, 44  
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated \_\_\_\_\_, has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Borrower/Recipient and three (3) for the Fund.

REPUBLIC OF MOLDOVA

---

[\_Title\_]

INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

---

President

## Schedule 1

### *Programme Description and Implementation Arrangements*

#### **I. Programme Description**

1. *Target Population and Programme Areas.* The Programme has a national coverage, with the exception of the Climate Change Resilience Component which shall focus on vulnerable areas, predominantly in the central and southern rayons in the territory of the Borrower/Recipient. Three primary groups of the Target Population include (i) the commercially active poor; (ii) the economically active poor; and (iii) the very poor.

2. *Goal.* The overall goal of the Programme is to enable the Target Population to raise their incomes and strengthen their resilience to climate change.

3. *Objectives.* The objectives of the Programme are (i) to enhance the resilience and adaptive capacity of farmers to climate change to ensure higher and more stable incomes; (ii) to enhance access to enterprise capacity development, financial services and entrepreneurship support; (iii) to improve beneficiaries' productivity and competitiveness, increase investment and business opportunities, and improve market access and resilience against economic and climate shocks.

4. *Components.* The Programme shall be composed of four components: (i) Climate Change Resilience and Inclusive Value Chains; (ii) Inclusive Rural Finance and Capacity Development; (iii) Infrastructure for Rural Resilience and Growth; and (iv) Programme Management.

##### *4.1. Component 1: Climate Change Resilience and Inclusive Value Chains*

The overall purpose of Component 1 is to enhance the resilience, inclusiveness and adaptive capacity of agribusinesses in value chains to climate change through the introduction of climate-resilient agriculture practices and technologies, and the promotion of selected value chains that can demonstrate inclusiveness of the rural poor. This Component shall consist of two Sub-Components.

4.1.1. *Sub-Component 1.1: Climate Resilience through Conservation Agriculture.* This Sub-Component aims to address the adaptation priorities identified by the Moldovan government in the agriculture sector through two major areas of activities: (i) the creation of an enabling environment for climate-resilient agriculture, by increasing the capacity of all beneficiaries and partners concerned with agriculture and agro-forestry to address climate change impacts and implement adaptation measures; and (ii) the enhancement of agriculture production through climate-resilient investments and it will build on the capacity development effort of the early stages of the Programme to develop a set of protocols for the successful implementation of conservation agriculture, covering the main crops and agro-climatic zones of the Borrower/Recipient.

4.1.2. *Sub-Component 1.2: Inclusive Value Chain Development.* This Sub-Component comprises activities supporting the further development of selected value chains. This Sub-Component shall identify the key drivers of the value chains including inter alia processors, exporters, retailers and logistical businesses, and subsequently link the various parts of the value chains in a manner that supports the inclusion of the Target Population: the rural poor. It shall also strengthen cooperation with certification agencies in the Borrower/Recipient and abroad that are needed to penetrate new markets and niches, and allow for greater synergies with the other Components, utilising a demand driven and flexible approach that avoids rigid bundling of Programme activities.

#### 4.2. *Component 2: Inclusive Rural Finance and Capacity Development*

This Component shall enhance access to financial services for the Target Population through banking and non-banking financial institutions to serve rural micro, small and medium enterprises and young entrepreneurs. The Component shall include two Sub-Components.

4.2.1. *Sub-Component 2.1: Financing of Agricultural and Rural Investments.* This Sub-Component shall provide resources to enhance the ability of the banking and non-banking financial institutions to provide investment financing facilities to rural entrepreneurs through four financing facilities: (i) financing of rural-based small and medium enterprises' agricultural investments which is necessitated by the continued lack of long-term finance of banks and which has proven highly demand-driven with demonstratively high impact; (ii) financing of rural-based young entrepreneurs; (iii) financing of rural-based micro entrepreneurs' investments; and (iv) financial provision of a loan portfolio guarantee scheme to Saving and Credit Associations (the "SCAs") for their investment loans, facilitated by a credit guarantee fund (the "CGF").

4.2.2. *Sub-Component 2.2: Capacity Development within the SCA Sector.* Under this Sub-Component, the Financing will support three key areas: (i) capacity development support for consolidation offered to B-licensed SCAs and A-licensed SCAs which intend to get a B-license, or which intend to merge with a B-licensed SCA; (ii) assistance to SCA apex organizations; and (iii) assistance to the National Commission for Financial Markets (the "NCFM").

#### 4.3. *Component 3: Infrastructure for Rural Resilience and Growth*

The objective of this Component is to increase rural economic growth through infrastructure development by strengthening the rural sector's resilience against the increased frequency and depth of climatic and economic shocks, and enabling rural producers to increase production, shorten transportation time from farm to market, lower transaction costs, diversify production and engage in higher value chains that demands predictability of delivery. Public infrastructure investments shall be made in small-scale water supply systems; rural transport infrastructure and village level market places.

#### 4.4. *Component 4: Programme Management*

This Component shall finance the management and implementation of the Programme as per this Agreement.

## **II. Implementation Arrangements**

5. *Lead Programme Agency.* The Ministry of Agriculture and Food Industry (MAFI), in its capacity as Lead Programme Agency, shall have overall responsibility for the implementation of the Programme.

6. *The IFAD Programme Steering Committee (the "IPSC").* The IPSC has been established by Government decree and is responsible for providing overall policy, other guidance and oversight for all IFAD-financed projects and programmes in the Borrower/Recipient. The IPSC will have the same responsibility and function with respect to the Programme.

6.1. *Composition.* The Minister of MAFI will be the *ex officio* Chairperson of the IPSC. Other members include a representative of the Ministry of Finance (the "MOF"), a representative of the Aid Coordination Unit under the State Chancellery, a representative of the Parliament's Agricultural Commission, a representative of the National Bank of Moldova (NBM), a representative of the NCFM and representatives from other Programme stakeholders, including Government agencies, organizations (public and private) as may be deemed appropriate. The IPSC membership may be amended depending on Programme requirements, with the prior approval of the Fund. The Programme Director (see paragraph 8 below) and a representative of the Credit Line Directorate (the "CLD") shall participate in the meetings, and secretariat services shall be provided for the IPSC by the Consolidated Programme Implementation Unit (see paragraph 7 below).

7. *IFAD Consolidated Programme Implementation Unit (the "CPIU").* The responsibility for the Programme's day-to-day management and implementation will rest with the CPIU, which has been in charge of the same responsibilities for all previous IFAD-financed projects and programmes in the Borrower/Recipient under the leadership of its Director. Positions, including inter alia a Climate Change Resilience Officer, a Climate Change Assistant, a Credit Assistant and a Knowledge Management Specialist, shall be created within the CPIU as needed and funded by the Programme in consultation with the MAFI and be subject to the concurrence of the Fund. The principal functions of the CPIU shall be to carry out the overall programming and budgeting of Programme activities, take the lead in Programme implementation in cooperation with business development and other services providers, infrastructure contractors, beneficiary institutions, such as farmer-based organizations and rural women's groups, PFIs, and monitor and document Programme progress.

8. *Programme Director.* The Director of the CPIU shall be the Programme Director, who shall take responsibilities including inter alia operational management, financial management, accounting, procurement, rural finance coordination, monitoring and evaluation, value chain facilitation and infrastructure coordination. Should the Programme Director be replaced, the successor shall be selected and appointed through a transparent competitive process and based on qualifications, experience and terms of reference approved by the Fund. The appointment of the Programme Director shall require the prior approval of the Fund. The Programme Director shall report to the IPSC.

9. *Additional Implementation Arrangements.*

9.1. Component 1 shall principally and directly be implemented by MAFI, and the CPIU shall be responsible for the timely delivery of inputs and outputs and for coordination with all other relevant agencies.

9.2. The implementation of the first three financing facilities under Component 2 shall be co-managed by the CPIU and the CLD. Financing facility (iv) shall be implemented by a mutually agreed CGF entity, whose daily responsibilities include adjustment of operational policies, annual business planning and related budgeting, marketing of CGF services, processing of guarantee applications, including appraisal of SCAs, evaluation and approval of guarantee claims, reporting to relevant stakeholder, including MOF, MAFI, the Fund, the NCFM, the CLD and the CPIU. For the capacity development to the SCA sector, overall coordination shall rest with the CPIU.

9.3. Lead responsibility for the implementation of Component 3 shall rest with the CPIU, in particular its Infrastructure Development Specialist.

10. *Annual Work Plans and Budgets (the "AWPBs")*. The CPIU will prepare a draft AWPB for each Programme year, and will propose such a draft to the IPSC for review and approval and once approved, submit it to the Fund for concurrence at least sixty (60) days before the beginning of the concerned budget year.

11. *Programme Implementation Manual (the "PIM")*. The IPSC shall cause the CPIU to prepare a draft PIM as soon as practicable, but in no event later than ninety (90) days after the entry into force of this Agreement. The IPSC shall approve the PIM only with prior agreement of the Fund, and provide a copy thereof to the Fund.

## Schedule 2

### Allocation Table

*Allocation of Loan and Grant Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Financing and the allocation of the amounts of the Financing to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	IFAD Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	IFAD Grant Amount Allocated (expressed in SDR)	GEF Grant Amount Allocated (expressed in USD)	% of eligible expenditure to be financed
I. Equipment and Materials	120 000		2 400 000	100% net of taxes
II. Vehicles			25 000	100% net of taxes
III. Technical Assistance and Training	880 000	325 000	1 400 000	100% net of taxes and beneficiaries' contribution
IV. Works	2 300 000			100% net of taxes and beneficiaries' contribution
V. Credit, Guarantee Funds	5 450 000			100% net of taxes, beneficiaries' contribution and PFIs' contribution
VI. Salaries and Allowances	500 000		90 000	100% net of taxes
VII. Operating Costs	200 000			100% net of taxes
VIII. Unallocated	1 050 000		345 000	
<b>TOTAL</b>	<b>10 500 000</b>	<b>325 000</b>	<b>4 260 000</b>	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

- i. "Technical Assistance and Training" means expenditures related to national and international technical assistance, training, seminars, workshop and demonstration field studies.
- ii. "Works" means expenditures for infrastructure and civil works.
- iii. "Credit, Guarantee Funds" includes costs for the CGF, refinancing facility for SCAs/MFI, and financing and refinancing facilities for SME and agricultural entrepreneurs.
- iv. "Operating Costs" includes expenditures for audit and allowances for travel to the Programme.

### **Schedule 3**

#### *Special Covenants*

In accordance with Section 12.01 (a) (xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower/Recipient to request withdrawals from the Loan and Grant Accounts if the Borrower/Recipient has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has, or is likely to have, a material adverse effect on the Programme:

*Gender.* At all relevant times during the Programme Implementation Period the Borrower/Recipient shall ensure that the CPIU and other Programme Parties, if applicable, shall strive to improve the gender balance in the operations of the Programme, develop targets and processes to achieve those targets as part of a gender strategy, and present reports by the end of each Programme year on the achievements towards this end.



## Logical framework

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions / Risks
<b>Goal:</b>			
To enable the poor rural people to raise their incomes and strengthen their resilience.	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 62,000 people or 24,050 Households with improvements in asset ownership: (RIMS 3<sup>rd</sup> level mandatory impact indicator)</li> <li>▪ 62,000 people or 24,050 Households with increased income and improved food security: (RIMS 2<sup>nd</sup> level indicator)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ National statistics (MEC/NBS Poverty Profiles)</li> <li>▪ Household Surveys (e.g. HBS, MICS, RIMs)</li> <li>▪ Impact assessment studies (e.g. PCR, thematic studies, control vs. treatment group evaluations, comparison with national average)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Continued Government commitment to pro-poor macro-economic policies</li> <li>▪ Increased uptake and adaptation of resilient production technologies</li> <li>▪ Maintenance of conducive policy for development of private sector agriculture and agribusiness</li> <li>▪ Conducive financial sector policy and macro-economic framework maintained</li> </ul>
<b>Programme Development Objective</b> Inclusive rural economic development and employment creation	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Increase in turnover (40%) and profits (8%) of supported, entrepreneurs, enterprises and farmers</li> <li>▪ 1500 increase in direct and indirect employment creation</li> <li>▪ Up to 15,000 ha with improved integrity and degree of resilience of agriculture eco- and value chain systems.</li> <li>▪ 100% increase of number of farmers using climate adaptive technologies</li> <li>▪ 50% increase in private sector investments in targeted rural entities.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Banks quarterly and annual reports</li> <li>▪ Internal M&amp;E system from PFIs, SCAs etc.</li> <li>▪ Baseline survey (benchmark).</li> <li>▪ Farmers and rural enterprises interviews</li> <li>▪ Government agricultural statistics.</li> <li>▪ Enterprise statistics, including farms</li> <li>▪ Household interviews</li> </ul>	
<b>Outcome 1:</b> <b>Climate Change Resilience and Inclusive Value Chain Development Component:</b> Enhanced resilience, inclusiveness and adaptive capacity of agribusiness value chains to climate change (COSOP SO 1)	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ At least 2,000 beneficiaries report ability to improve agriculture soil conditions or crop production through CA;</li> <li>▪ At least 15,000 ha with climate-resilient land restoration practices introduced to enhance food and commercial security in 2,000 farm plots;</li> <li>▪ Innovative solutions for climate-resilient farm production promoted among 550 farmers.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Programme M&amp;E system</li> <li>▪ Progress reports, mid-term and final evaluations</li> <li>▪ Contracts and agreements</li> <li>▪ Programme publications and other awareness and training tools</li> <li>▪ Feedback from users and stakeholders</li> <li>▪ Articles and media footage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Relevant ministries, local institutions, and private landowners are committed to address negative impacts of climate change on agriculture and soil conservation</li> <li>▪ Appropriate technology and means available in a timely fashion</li> <li>▪ Local capacity can be developed adequately</li> </ul>

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions / Risks
<p><b>Outcome 2:</b>  <b>Inclusive Rural Finance and Capacity Development Component:</b>            Enhanced access to financial services for rural MSMEs and youth entrepreneurs (COSOP SO 2)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 1400 jobs created through investment loans to rural youth entrepreneurs and MSMEs</li> <li>▪ 8% increase in income of borrowers of investment loans</li> <li>▪ 7% increase in B-licensed SCAs saving to loan ratio</li> <li>▪ 40% increase in B-licensed SCAs' outstanding investment loan portfolio</li> <li>▪ 30% increase in PFIs' investment loans to agriculture</li> <li>▪ 35% of IRECR borrowers taking a new working capital/investment loan up to 10 years</li> <li>▪ At least 25% of women entrepreneurs having received youth entrepreneurs' loans.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ CPIU monitoring reports</li> <li>▪ Quarterly and annual reports of financial service providers, PFIs (banks, MFIs, SCAs, leasing companies, etc.) and the CLD of the MOF</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ No major disruption of Moldovan exports</li> <li>▪ Continued macro-economic framework conditions and improved conditions for doing business</li> </ul>
<p><b>Outcome 3:</b>  <b>Infrastructure for rural resilience and growth.</b>            Climate changed adapted and rural economy promoting infrastructure</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 50% of rural businesses reporting increased production after improved water supply</li> <li>▪ 5% reduction in transportation time and costs after road rehabilitation</li> <li>▪ 4% increased sales by beneficiaries at the market places</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ CPIU monitoring reports</li> <li>▪ Beneficiary interviews</li> <li>▪ LPA interviews</li> <li>▪ Impact assessments</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Current demand for resilient infrastructure is maintained</li> <li>▪ LPA may not have resources for co-financing / O&amp;M</li> <li>▪ Collective governance arrangement (e.g. WUAs) may prove difficult to maintain</li> </ul>